



Sud Éducation Calvados
12 rue du colonel Rémy
14000 CAEN
02 31 24 23 36 - 06 52 45 31 45
Courriel : sudeduc14@free.fr
Site : www.sudeduc14.fr



Motion d'actualité : Décembre 2024

Dans le Calvados, de plus en plus de collègues sont épuisé·es, maltraité·es par une administration incapable de considérer leurs besoins et leurs droits. Les AESH, vivent toujours dans la précarité, on les considère une fois de plus comme des variables d'ajustement, on les déplace d'un établissement à l'autre sans concertation ni respect pour les élèves qu'ielles accompagnent, on les contraint d'assurer l'accompagnement sur le temps du midi même si cela les oblige à mettre leurs propres enfants à la cantine occasionnant par là même un surcoût quotidien supplémentaire. Dans ces conditions, l'accompagnement des élèves en situation de handicap ne peut se faire correctement et l'inclusion reste encore une vitrine sans moyens.

Par ailleurs, le manque criant de personnels dans les écoles, collèges et lycées se fait chaque jour davantage sentir : des classes restent sans enseignant·es, des heures de cours sont perdues, et la surcharge pèse sur des équipes déjà à bout.

Dans ce contexte, l'absence d'un prétendu « dialogue social » est criante. Les revendications des personnels sont systématiquement ignorées ou minimisées. Les instances de concertation ne sont qu'une mascarade où les décisions sont déjà prises avant même que les réunions n'aient lieu. Comment les personnels pourraient-ils avoir confiance dans une administration qui ne respecte ni leurs conditions de travail, ni leurs expertises, ni leurs droits ?

Dans ce marasme, seule la lutte nous fait relever la tête !

La manifestation du 25 novembre 2024 à Caen, organisée dans le cadre de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes et aux minorités de genre, a été un fort moment de mobilisation. Cette journée a permis

de mettre en lumière les luttes féministes locales et de rappeler que les violences sexistes et sexuelles demeurent une urgence sociale, y compris au travail. Plus d'un millier de personnes se sont rassemblées pour porter haut et fort la voix des victimes et revendiquer des actions concrètes contre ces violences systémiques.

Le 5 décembre, une autre mobilisation massive a eu lieu à Caen, cette fois pour défendre la fonction publique, et dénoncer les politiques gouvernementales qui mettent à mal le service public. La manifestation a rassemblé un grand nombre de personnes, montrant une fois de plus la détermination des travailleurs et des travailleuses de l'éducation. Cependant, la mobilisation du 12 décembre a été plus mitigée, reflétant peut-être la fatigue accumulée et l'absence d'un appel clair et coordonné au niveau national, essentiel pour maintenir l'élan collectif.

La récente motion de censure votée par le Nouveau Front Populaire et l'extrême droite doit être regardée avec lucidité. Si elle témoigne d'un mécontentement généralisé envers le gouvernement, elle ne doit pas masquer la réalité : l'extrême droite reste fondamentalement opposée à nos valeurs et à nos droits. Elle exploite le mécontentement sans proposer d'alternative viable et cherche avant tout à diviser. Nous devons rester vigilant-es et refuser toute complaisance avec ces forces réactionnaires. Et finalement, nous pourrions nous interroger sur l'effet de cette motion de censure, Macron refuse d'entendre raison, il est défait et tout ce qui émanera de lui sera rejeté. Pourtant il s'entête à nommer un premier ministre de son camp et de sa classe ! François Bayrou revient donc sur la scène politique dans un rôle flou et sans ambition apparente. Ce retour ne semble motivé que par un besoin de meubler l'agenda politique, sans vision claire ni volonté de changement.

La cinquième ministre de l'Éducation du quinquennat quitte donc son poste dans l'indifférence générale, n'ayant laissé derrière elle ni réformes marquantes, ni améliorations notables pour l'école publique. Nous avons juste eu le temps d'entendre ces propos réactionnaires notamment sur l'enseignement de la vie affective et sexuelle. Salut Anne, on ne te connaissait pas, tu n'auras servi à rien et tu ne nous manqueras pas !

Par ailleurs, dans l'industrie, rien ne freine l'appétit patronal, les mal-nommés PSE (plans de sauvegarde de l'emploi) se multiplient, laissant des milliers de travailleurs et de travailleuses sur le carreau chaque mois. Cette vague de licenciements est la conséquence directe des politiques néolibérales qui

sacrifient les droits des salarié·es au profit des actionnaires. La semaine dernière, Sud Éducation s'est mobilisé localement avec d'autres dans le but de faire converger les luttes publiques et privées. L'ennemi est le même : celles et ceux qui veulent détruire le service public contribuent aussi aux destructions des emplois du privé dans une recherche permanente d'accroissement des profits.

L'actualité internationale résonne avec les enjeux en cours ici même. La réélection de Donald Trump aux États-Unis, suivie de la nomination d'Elon Musk pour "réformer" l'administration, est un exemple criant des dangers de l'extrême droite au pouvoir. Leur projet ? Détruire les contre-pouvoirs, qu'ils soient institutionnels ou populaires, écraser les acquis sociaux et renforcer les inégalités. Cette situation doit nous alerter sur les conséquences potentielles de telles politiques ailleurs dans le monde.

Pourtant dans certaines régions renaît un espoir, comme en Syrie où le tyran Bachar Al Assad est enfin tombé, montrant aux peuples du monde que l'immunité n'existe pour personne. Certes le groupe l'ayant renversé et ayant formé un gouvernement provisoire doit être regardé avec méfiance, d'autant qu'il ne vient pas des franges les plus démocratiques de la révolution syrienne. Mais, la situation fait renaître pour le peuple syrien l'espérance d'un changement, puisse-t-il construire un rapport de force émancipateur, face aux réactionnaires mais aussi aux forces impérialistes comme Israël ou la Turquie.

Israël en effet, qui poursuit son génocide en Palestine avec une intensité dramatique, bombarde désormais des régions voisines comme la Syrie. Les populations civiles, déjà accablées, subissent un véritable enfer tandis que la communauté internationale reste largement indifférente et silencieuse. Cette escalade de violence doit être dénoncée avec force et constance. Sud Éducation 14 soutient et relaie l'appel à manifester chaque samedi à 15h en face de Monoprix de Caen : Halte au massacre à Gaza !

En Corée du Sud, un mouvement social d'importance contre le président Yoo Suk-yeol a débouché sur un vote des député·es pour la destitution du chef d'État après que ce dernier ait tenté d'appliquer la loi martiale. La pression populaire est donc capable de grandes choses face à un pouvoir déraisonnable. Nous devrions peut-être en prendre de la graine, car après des élections gagnées par la gauche mais niées par le pouvoir et quatre premiers ministres en un an, la situation en France ne devrait pas être si calme.

Enfin, l'affaire « UnitedHealthcare » qui a suivi le meurtre aux États-Unis d'un grand patron d'une compagnie d'assurance privée a fait grand bruit dans le monde entier et indique que face au capitalisme rapace et à l'étouffement de la démocratie grandissant dans le monde occidental, la violence semble apparaître comme un dernier recours compris et même soutenu par les populations.

La période de fin d'année offre une occasion de reprendre des forces et de se préparer aux batailles à venir. Notre détermination et notre solidarité seront nos meilleurs atouts pour construire un avenir plus juste et défendre nos droits. Reposez-vous, rassemblez vos énergies : dès janvier, il faudra poursuivre le combat avec encore plus de vigueur. Sud Éducation continuera à pousser tant localement que nationalement à la construction d'un mouvement fort non seulement pour rejeter les politiques d'austérités mais également pour faire abroger la réforme des retraites et conquérir de nouveaux droits. Il est plus que temps que là-haut ils se rappellent que :

**C'est nous qui travaillons alors c'est
nous qui décidons !**